

Ce que les entreprises disent...



DES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ACTUELLE

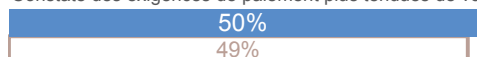
Enquête décembre 2011

Chaque semestre, les Chambres de Commerce et d'Industrie enquêtent les chefs d'entreprise sur la conjoncture économique régionale. Soucieux des impacts économiques et financiers actuels auxquels doivent faire face les entreprises de notre territoire, nous avons souhaité renouveler notre enquête commencée fin 2008 afin de connaître la perception de l'environnement actuel et futur des chefs d'entreprise. Ainsi, nous leur avons demandé de répondre aux questions suivantes : Les relations avec vos banques se sont-elles modifiées ? Si oui, quels sont les changements que vous avez constatés ? Quelles sont vos trois principales préoccupations liées au ralentissement économique actuel ? En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, quelles sont vos intentions ? Quelles mesures vous aideraient à faire face à la situation économique actuelle ? Dans ce contexte, sur quels acteurs pensez-vous vous appuyer ?

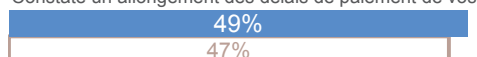
► Des exigences de paiement des fournisseurs plus tendues pour 50 % des dirigeants

Au cours des derniers mois, vous avez :

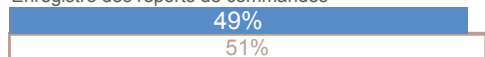
Constaté des exigences de paiement plus tendues de vos fournisseurs



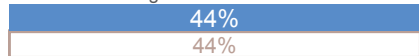
Constaté un allongement des délais de paiement de vos clients



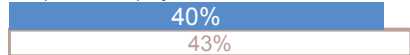
Enregistré des reports de commandes



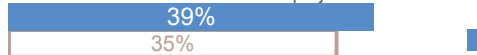
Constaté une dégradation de votre trésorerie



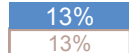
Suspendu des projets d'investissement



L'intention de renoncer à d'autres projets d'investissement



Eu recours à l'assurance-crédit



■ Décembre 2011
□ Décembre 2010

Des tensions sont de nouveau relevées sur les exigences de paiement des fournisseurs et sur les délais de paiement des clients, respectivement 50 % et 49 % des dirigeants (49 % et 47 % un an plus tôt).

La moitié des entreprises champardennaises subit encore des reports de commandes au cours de la deuxième partie de l'année 2011. Cette part atteint 57 % dans le bâtiment et le commerce de gros.

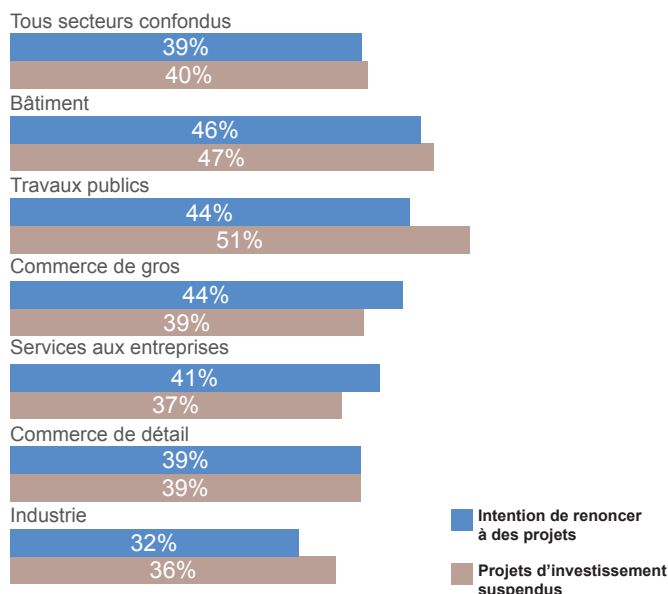
Reflète notamment des ajournements de commandes constatés au cours des derniers mois, 40 % des dirigeants évoquent avoir suspendu des projets d'investissement. Ce sont également 39 % des chefs d'entreprise qui ont l'intention de renoncer à d'autres projets.

► Des investissements toujours impactés par la conjoncture

Les reports de commandes pèsent encore sur les investissements des entreprises et sur les projets à venir. Ainsi, ce sont 40 % des entreprises qui ont suspendu des projets d'investissement et 39 % qui envisagent de renoncer à de nouveaux projets.

Le secteur de la construction accuse la plus importante proportion en ce qui concerne la suspension de programmes d'investissement : 51 % dans les travaux publics et 47 % dans le bâtiment. Les chefs d'entreprise du secteur industriel ont moins souvent remis en cause leurs projets d'investissement (36 %).

Avez-vous suspendu des projets d'investissement et/ou avez-vous l'intention de le faire ?



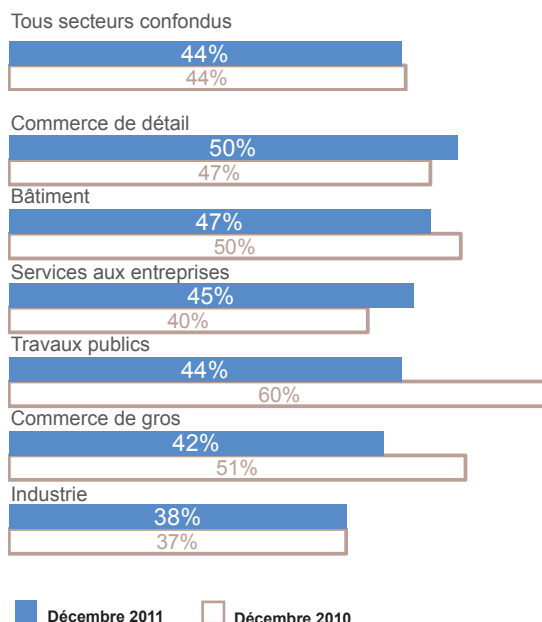


► Pas d'amélioration de la trésorerie

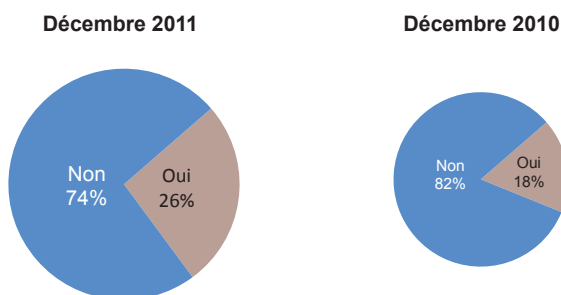
Tous secteurs confondus, 44 % des dirigeants évoquent une dégradation de leur trésorerie fin 2011.

Le niveau de trésorerie semble plus particulièrement affecté par la conjoncture dans le commerce de détail et dans le bâtiment, respectivement 50 % et 47 % des entreprises. Signalons que ces deux secteurs sont notamment touchés par la hausse des prix des matières premières.

Au cours des derniers mois, votre trésorerie s'est-elle dégradée ?



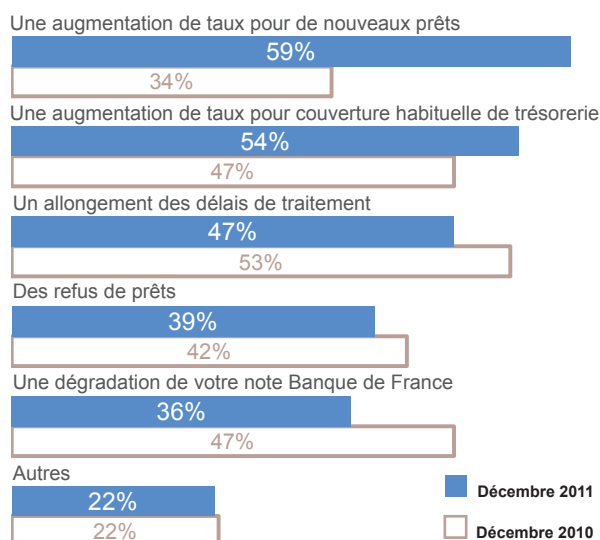
Les relations avec vos banques se sont-elles modifiées ?



► Des relations bancaires modifiées pour plus d'un dirigeant sur quatre

La proportion d'entreprises témoignant des changements dans leurs relations avec leur banque augmente, passant de 18 % à 26 % en un an. Le secteur des travaux publics est de nouveau davantage concerné par ces modifications (30 %).

Si oui, vous avez constaté :

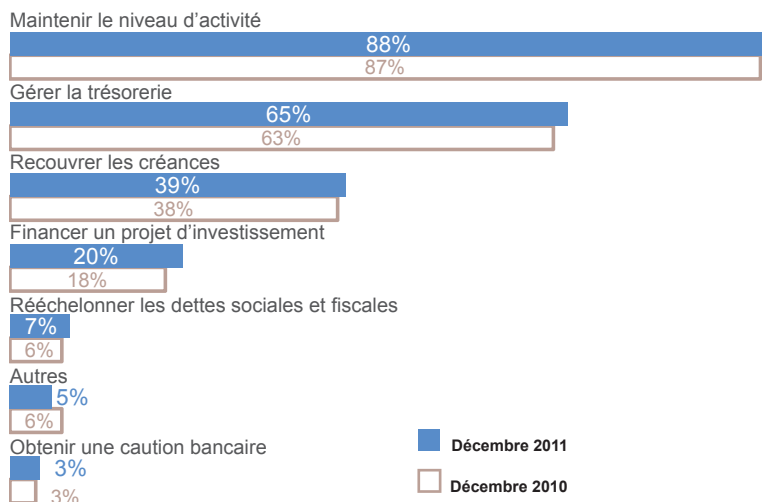


► Des hausses de taux davantage signalées par les chefs d'entreprise

Parmi les entreprises signalant des relations bancaires différentes, 59 % d'entre elles ont relevé des augmentations de taux pour de nouveaux prêts, 34 % un an plus tôt. De même, les hausses de taux pour couverture habituelle de trésorerie ont également davantage été rappelées, 54 % contre 47 % en décembre 2010.

En revanche, la part des entreprises évoquant un allongement des délais de traitement diminue, passant de 53 % à 47 %.

Quelles sont vos trois principales préoccupations liées au ralentissement économique actuel ?



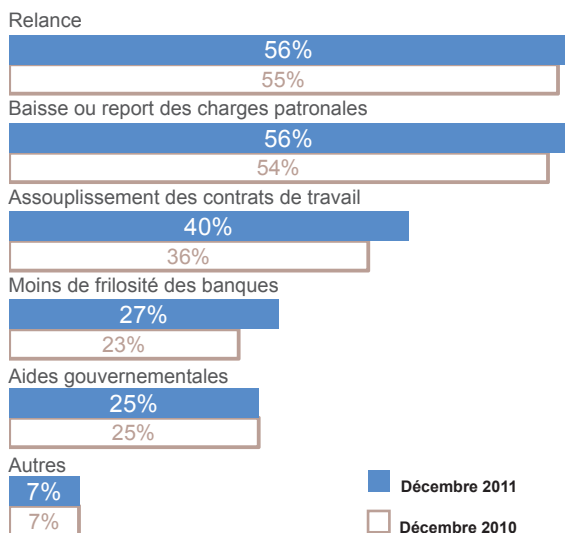
Maintien des effectifs, priorité des chefs d'entreprise

Les intentions des chefs d'entreprise en matière d'emploi sont globalement similaires à celles de l'an dernier. Si la conjoncture devait persister, près de trois dirigeants sur quatre souhaiteraient maintenir leur effectif.

Dans ce contexte économique, le recours au chômage partiel est envisagé par 9 % des entrepreneurs champardennais. Cette alternative serait privilégiée par les entreprises industrielles, du bâtiment et des travaux publics (13 %).

La proportion des chefs d'entreprise prévoyant des licenciements dans les 3 à 6 mois à venir évolue peu : ils sont 13 % à envisager une telle mesure en décembre 2011 contre 11 % un an plus tôt.

Quelles mesures vous aideraient à faire face à la situation économique actuelle ?

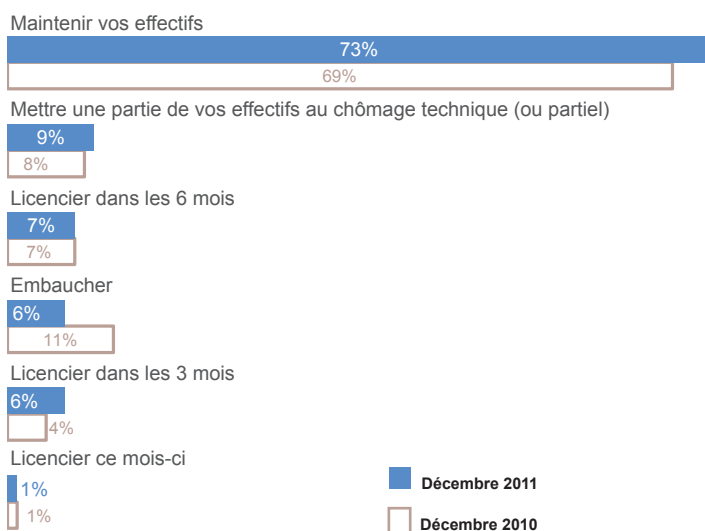


Maintien de l'activité, principale préoccupation des dirigeants

Le maintien de l'activité demeure l'enjeu principal pour la majorité des dirigeants interrogés (88 %).

La trésorerie reste également une préoccupation majeure, citée par 65 % des dirigeants. Afin de renflouer la trésorerie, le recouvrement des créances a été évoqué comme la troisième inquiétude des chefs d'entreprise (39 %). Ce sont les entreprises de commerce de gros et de travaux publics qui signalent plus particulièrement cette priorité (respectivement 60 % et 47 % en décembre 2011).

En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, avez-vous l'intention de :



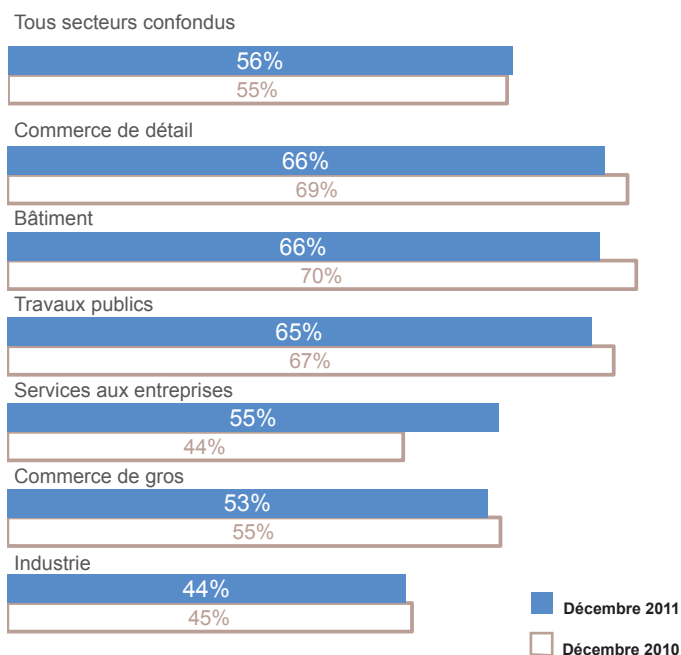
Deux principales attentes : relance et baisse ou report des charges patronales

Les mesures de relance et de baisse ou report des charges patronales apparaissent comme les deux mesures les plus attendues (56 %).

Parmi les autres dispositifs proposés, l'assouplissement des contrats de travail et un soutien plus marqué des banques pourraient aider respectivement 40 % et 27 % des entreprises à faire face à la situation économique actuelle.

Notons que les grossistes sont 37 % à estimer qu'un soutien plus marqué des banques permettrait de les épauler.

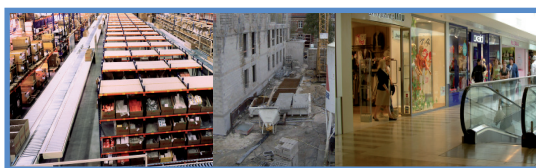
La relance comme mesure face au contexte actuel ?



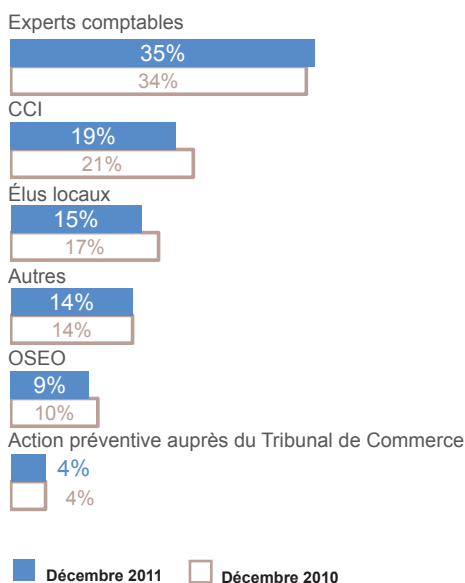
► Relance : mesure majoritairement attendue dans le commerce de détail et la construction

La relance apparaît pour 66 % des détaillants comme une mesure qui soutiendrait l'activité économique (+10 points par rapport à l'ensemble des secteurs). Aussi, comme lors des précédentes enquêtes, les chefs d'entreprise du bâtiment et des travaux publics sont également nombreux à évoquer cette mesure (respectivement 66 % et 65 %).

Les industriels demeurent, quant à eux, moins d'un sur deux à estimer la relance comme une réponse adaptée au contexte économique actuel (44 % contre 45 % un an plus tôt).



Face à cette situation, sur quels acteurs pensez-vous vous appuyer ?



► Experts comptables, interlocuteurs privilégiés des chefs d'entreprise

Depuis le lancement de l'enquête, les acteurs sur lesquels les chefs d'entreprise envisagent de s'appuyer restent les mêmes. Pour faire face au contexte actuel, 35 % des dirigeants considèrent une nouvelle fois les experts comptables comme des acteurs privilégiés. 19 % des chefs d'entreprise confirment l'appui des CCI et 15 % évoquent les Élus locaux. 14 % évoquent d'autres acteurs, parmi lesquels les branches professionnelles.

